



Conseil Municipal du 17 juin 2024
Convoqué le 11 juin 2024

Présidé par Xavier BARTOSZEK, Maire
Conseillers Municipaux en exercice : 33

Présents : M. Xavier BARTOSZEK - Mme Jessica TANCA - M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD - M. Noël POIGNARD - Mme Catherine LERICHE - M. Yves CONDEVAUX - Mme Anne-Marie DERUELLE - M. Jean DEBEVE- Mmes Marie-Thérèse VALIN - Léone TAISNE - M Yannick CAMBIER - Mme Cathy LEFEBVRE - M. David PARIS - Mme Lydie FOUCAUT - MM. Nicolas FACON- Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - MM. Thibaut HOËL - Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mme Isabelle CHANTREAU (arrivée à 18h35) - Mme Gisèle JACQUEMART.

Excusés avec procuration : M. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Mme Virginie BUYSSENS (proc. à Mme TANCA) - M. Anthony BRASSART (proc. à Mme CHARLON) - Mme BENSMAINE Samia (proc. à M. POIGNARD) - Mme Christelle LUTAS (proc. à M. WALRAEVE) - M. Nazim FLICI (proc. à M. MEURDESIOIF) - M. Rémy FLEURY (proc. à Mme MOROGE).

Excusée sans procuration : Mme Isabelle Chantreau (jusqu'à 18h35).

Absente : Mme Mélanie DEILHES.

Monsieur le Maire procède à l'appel des conseillers municipaux.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 18 heures.

Monsieur le Maire propose que **Monsieur Gwenaël DHEE** assure les fonctions de secrétaire de séance.

L'assemblée accepte à l'unanimité

I - PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 09 AVRIL 2024

Aucune remarque n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du 09 avril 2024 est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : « Je remercie l'excellent travail comme d'habitude de Madame la Directrice Générale des Services et des personnes qui l'entourent. Avant de passer aux délibérations, j'ai une demande à vous faire ; vous avez dans les pochettes qui sont sur vos tables une question supplémentaire. Cette question supplémentaire concerne la démission de Monsieur Jérémy Durand et l'installation au sein du conseil municipal de Monsieur Aurélien Kasprak. Je propose, si vous m'y autorisez, de passer cette question supplémentaire en point numéro 1 ce qui permettra d'installer Monsieur Kasprak afin qu'il puisse délibérer sur l'ensemble des questions qui suivront. »

II – QUESTIONS MISES EN DÉLIBÉRATION

A. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. DÉMISSION DE MONSIEUR JÉRÉMY DURAND - INSTALLATION DE MONSIEUR AURÉLIEN KASPRAK EN QUALITÉ DE CONSEILLER MUNICIPAL

Monsieur le Maire informe l'assemblée que suite à la démission de **Monsieur Jérémy DURAND** en date du 15 juin 2024 pour des raisons personnelles, il y a lieu d'installer un conseiller municipal. En vertu de l'article L 270 du code électoral, le candidat placé sur la même liste « **Aniche, Notre ville, dans le cœur et dans l'action !** » après le dernier élu est appelé à siéger au conseil municipal.

En conséquence, il y a lieu d'installer dans les fonctions de conseiller municipal **Monsieur Aurélien KASPRAK** qui a accepté de rejoindre notre assemblée.

Monsieur le Maire précise que Monsieur Aurélien KASPRAK intégrera les commissions « Travaux-Urbanisme-PLU-Environnement – Cadre de vie » - « Fêtes-cérémonies - Culture – Vie associative à caractère culturel » et la commission extra-municipale Kopierre ». Il sera par ailleurs membre suppléant de la commission d'appel d'offres. Le règlement intérieur adopté en séance du 19 décembre 2020 est modifié en conséquence.

Le Conseil Municipal prend acte de l'installation de Monsieur Aurélien KASPRAK en qualité de conseiller municipal et de son intégration dans les commissions municipales précitées.

Monsieur le Maire : « Bienvenue dans le conseil municipal Aurélien. Pour en avoir discuté ensemble, je sais que tu seras assidu à nos séances de conseils municipaux et que tu participeras aux différentes réflexions qu'il peut y avoir concernant la vie des anichoises et des anichois. Tu es déjà au service des anichoises et des anichois par le métier que tu exerces et je n'ai aucun doute sur ton implication dans notre conseil municipal, donc merci, d'avoir accepté et bienvenue parmi nous. »

B. SERVICE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1. CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT LORSQUE LES BESOINS DES SERVICES OU LA NATURE DES FONCTIONS LE JUSTIFIENT ET SOUS RÉSERVE QU'AUCUN FONCTIONNAIRE N'AIT PU ÊTRE RECRUTÉ DANS LES CONDITIONS PRÉVUES PAR LA LOI (en application de l'article L.332-8-1° du Code Général de la Fonction Publique)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-8-2° portant création d'un emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'assistant d'enseignement artistique à temps complet pour assurer la direction et l'enseignement musical à l'école de musique.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de créer un poste d'assistant territorial d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe dans le grade des assistants d'enseignement artistique relevant de la catégorie B à temps complet soit 20 heures hebdomadaires à compter du 1er juillet 2024 pour exercer les missions suivantes :

- Dispenser les cours en fonction de la diversité des publics (enfants, adolescents et adultes) et du niveau des élèves avec la pédagogie appropriée à chacun de ses publics.
- Appliquer une progression et des enseignements conforme aux programmes pédagogiques en lien avec le projet d'établissement
- Organiser et suivre les études des élèves
- Conduire et accompagner des projets pédagogiques, artistiques et culturels

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans compte tenu de la nécessité de recruter un agent suite au développement de l'école de musique (accroissement du nombre d'élèves, organisation des événements musicaux, éveil musical...)

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra donc justifier d'une expérience professionnelle dans le domaine de la musique, être force de proposition pour renouveler chaque année la programmation des différents événements musicaux et être disponible.

La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget, au chapitre 012.

Adopté à l'unanimité : POUR (31) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mme Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

Monsieur le Maire : « Je vous ai lu volontairement la délibération pour ne pas oublier quoi que ce soit mais vous aurez bien compris qu'il s'agit de recruter la personne qui sera en charge de notre école de musique et que si nous ne trouvons pas de fonctionnaire, évidemment que nous prendrons un agent contractuel. Concernant le nombre d'élèves à l'école de musique, Madame Leriche peut nous donner quelques éléments et si elle n'a pas le nombre exact, elle peut peut-être nous faire part de ce qu'elle connaît. »

Madame Leriche : « Au niveau de l'école de musique, les inscriptions ont commencé. Actuellement, on compte entre 85 et 90 élèves qui suivent les cours. Je rappelle que l'on a des cours de chant, des cours d'instruments, des cours de solfège. On a une très forte demande car nos professeurs de musique interviennent dans les différentes écoles d'Aniche et il y a un retentissement sur les enfants qui ont envie d'apprendre la musique. »

2. CRÉATION D'UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE – CRÉATION DE DEUX POSTES PERMANENTS DE GARDIEN-BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE À TEMPS COMPLET (catégorie C) ET 1 POSTE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE À TEMPS COMPLET (catégorie B)

Monsieur le Maire : « Volontairement, je vous ai lu le titre mais je vous demande si vous m'y autorisez, j'aurais peut-être dû le faire en tout début de conseil municipal, à reporter cette délibération au prochain conseil municipal. Vous le savez, David Paris qui est à la manœuvre concernant la police municipale depuis maintenant le début de mandat et qui régulièrement me demande où en est cette création de police municipale, a beaucoup travaillé sur cette question : le lieu, le matériel, le recrutement... mais je souhaite que nous puissions réunir une commission informelle qui pourrait être constituée de l'ensemble des conseillers municipaux pour débattre de cette création. Il y a quand même encore beaucoup de questions : faut-il une police municipale armée, une police municipale non armée, faut-il plus tel matériel que tel autre matériel... ? Beaucoup de travail a été mené en amont avec David mais également certains des élus présents parmi nous, puisque concernant les locaux, il y a eu les visites du local qui pourra potentiellement accueillir cette police municipale, il y a eu également des visites auprès des services de police municipale de Cuincy et de Lambres-lez-Douai. Beaucoup d'études et de travail ont été menés par les élus mais avant de vous présenter une délibération et avant qu'on ne délibère officiellement sur cette création, je vous propose de reporter ce sujet de quelques semaines pour que tout le monde ait le même niveau d'information et qu'on ait pu en discuter correctement avant. »

Cette question est reportée à une séance ultérieure.

C. SERVICE FINANCIER

1 APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2023 DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Denis qui expose à l'assemblée l'approbation du compte financier unique 2023 de la commune.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération du 09 octobre 2023, il avait été décidé d'adopter le compte financier unique à compter des comptes 2023.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'article L.2121-14 du CGCT dispose : « Dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Ce même article précise que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil Municipal examine et débat du compte administratif. Il doit toutefois se retirer au moment du vote. »

L'alinéa 1 de l'article 242 de la loi de finances pour 2019 dispose que le « compte financier unique se substitue, durant la période de l'expérimentation, au compte administratif ainsi qu'au compte de gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents ». Le compte financier unique a vocation à devenir, à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Monsieur le Maire propose que Monsieur Denis assure la présidence.

Ce dernier expose les résultats du compte financier unique 2023.

Les résultats 2023 sont les suivants :

Section de fonctionnement :

- Résultat reporté : un excédent de **3 915 919,72€**
- Résultat 2023 : un excédent de **1 720 644,87€**
- Résultats cumulés : un excédent de **5 636 564,59€**

Section d'investissement :

- Résultat reporté : un déficit de **777 144,10€**
- Résultat 2023: un excédent de **1 378 419,03€**
- Résultats cumulés : un excédent de **601 274,93€**

Monsieur Denis : « Jusqu'à présent, du temps de la M 14 il y avait un compte administratif arrêté par les services de la commune et un compte de gestion arrêté par les services de la Direction des Finances Publiques. Suite au passage en M57 au 1^{er} janvier 2023, cela nous a permis de regrouper et de finaliser plus facilement les comptes et ce sont les services de la DGFIP qui nous présentent ce compte unique, bien sûr avec le contrôle de nos services. Et c'est ce compte que je vais vous présenter et mettre au vote par la suite. La petite difficulté est que les comptes que nous suivons dans la M57 ne sont pas tout à fait équivalents à ceux de la M14. Ce qui fait que nous ne pourrions pas faire pour cette année une comparaison avec l'exécution du budget de l'exercice précédent, on ne pourra partir que sur les nouveaux comptes. Par contre lorsque nous adopterons celui de l'exercice 2024, nous aurons alors deux exercices budgétaires et on pourra faire la comparaison.

Monsieur le Maire : « Merci pour toutes les précisions que tu as données. Je souhaite juste vous dire, avant que vous ne passiez au vote et que je me retire dans la salle d'à côté, que nous devons désigner un Président de l'Assemblée. Je peux évidemment suivre les débats. Je propose Monsieur Denis Jean-Claude comme Président de l'Assemblée, y a-t-il d'autres candidatures. Je laisse donc Jean-Claude Denis présider ce vote. »

Arrivée de Mme Chantreau à 18h35

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESOLF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

2. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2023

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Denis qui expose à l'assemblée l'affectation du résultat de l'exercice 2023

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 9 avril 2024, il avait été procédé à la reprise anticipée de l'exercice 2023. Après avoir voté le compte financier unique, il propose :

- de couvrir le déficit d'investissement (compte tenu des restes à réaliser) d'un montant de **1 503 825,07€** au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)
- d'affecter la somme de **4 132 739,52€** au compte 002 (excédent de fonctionnement).

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESOLF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

3. RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN AU TITRE DE L'EXERCICE 2023

Conformément à l'article 2334-19 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005 article 135, les communes bénéficiaires de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale sont tenues de présenter au Conseil Municipal un rapport annuel retraçant les activités de Développement Social Urbain et les conditions de financement réalisées au cours de l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice 2023, la commune a perçu une dotation de **3 587 112 euros**.

Ces crédits ont été répartis sur les actions suivantes :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

INTITULÉ	MONTANT EN EUROS
- Subvention au Centre Communal d'Action Sociale et SAAD.....	570 000,00
- Aide aux associations : Restaurants du Cœur, secours catholique , anciens combattants.....	6 020,00
- Contribution aux organismes à caractère social (SICAE, PLURELYA).....	41 543,11
<i>Dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale</i>	
- Subventions aux associations : Lapage-OMS.....	11 500,00
-Part communale au fonctionnement de la Structure Multi-accueil.....	233 902,58
- Part communale au fonctionnement des centres de loisirs et autres activités pour les jeunes.....	256 333,32
- Part communale au fonctionnement de la structure sociale.....	87 369,74
- Part communale séjour classes de neige	162 532,86
- Sport scolaire.....	48 791,07
- Actions culturelles.....	146 560,30
- Part communale au fonctionnement des écoles primaires et maternelles..	1 018 452,70
- Part communale au fonctionnement de la médiathèque.....	96 216,56
- Part communale au fonctionnement du cinéma.....	249 462,51
- Entretien des espaces verts	451 470,01
- Entretien voirie.....	252 560,36
	3 632 715,12

L'assemblée prend acte de la présentation du rapport sur les actions de développement social urbain au titre de l'exercice 2023.

4. DEMANDE DE SUBVENTION DE L'UNION DES DÉLÉGUÉS DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU DOUAISIS

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Tanca qui expose à l'assemblée la demande de subvention de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale du Douaisis.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il a reçu du Président de l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale une demande de subvention pour l'année 2024.

Après avis de la commission des finances qui s'est réunie le 5 juin 2024, il propose le versement d'une subvention de 300€ à l'Union des Délégués Départementaux de l'Éducation Nationale.

Madame Tanca : « En commission finances, il a été abordé le courrier que nous avons reçu de la part de Monsieur Drzewiecki qui est Président de l'Union des DDEN du Douaisis. Les DDEN sont très présents sur la commune d'Aniche, ils participent vraiment à la vie des écoles. D'ailleurs, Madame Paix, ancienne directrice d'école sur la commune, est DDEN et participe activement encore dans nos écoles. On a du personnel de l'éducation nationale qui est également acteur de nos écoles. En fait, leur rôle est d'aider au quotidien, d'accompagner les équipes éducatives et les familles de notre commune. Alors, cela peut être une aide sur le plan financier, par exemple, dans

le cadre du séjour en classe de neige ; certaines familles n'ont pas les moyens - même si on a des tarifs attractifs - mais il y a tout le trousseau à fournir pour pouvoir partir et donc elles peuvent en fonction de certains critères avoir une aide financière du DDEN. Dans le cadre des actions portées par l'école telles que « les écoles fleuries » qu'on appelle aujourd'hui « Jardins d'École » pour un développement durable et citoyen, il y a également la possibilité de demander une aide financière au DDEN. De notre côté, nous avons eu la chance d'obtenir une dotation de 45 ordinateurs qui ont été attribués aux écoles primaires de la commune. Au regard de toutes ces aides, cet accompagnement régulier et toutes les actions que les DDEN mènent au quotidien, les membres de la commission des finances ont émis un avis favorable à l'attribution d'une subvention à hauteur de 300 euros. »

Monsieur le Maire : « Je précise également que cette demande de subvention a été faite auprès d'autres communes, nous ne sommes pas la seule commune à subventionner cette association. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

5. FIXATION DES DROITS D'INSCRIPTION À L'ÉCOLE DE MUSIQUE À COMPTER DU 01^{ER} SEPTEMBRE 2024

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Leriche qui expose à l'assemblée la fixation des droits d'inscription à l'école de musique à compter du 1^{er} septembre 2024.

Monsieur le Maire propose de maintenir les tarifs suivants pour la période du 01^{er} septembre 2024 au 30 juin 2025 :

- L'éveil : sensibilisation et initiation à la musique : **65€**
- Formation instrumentale seule ou formation musicale seule : **65€**
- Le cursus complet : **90€**
- Tarif dégressif à partir du 2^{ème} membre de la famille : **-25€**
- Tarif dégressif pour l'apprentissage d'un 2^{ème} instrument : **-25€**
- Classe de piano : **105€**
- Chorale : **gratuit**
- Location des instruments : 10 à 15€ suivant l'instrument :
 - Flûte, clarinette, saxophone : **15€** par mois
 - Trompette, Tuba, Trombone : **10€** par mois
 - Piano numérique portatif : **15€** par mois

Monsieur le Maire : « J'allais préciser que ce sont les mêmes tarifs que pour l'année précédente c'est-à-dire l'année scolaire 2023-2024. Je me souviens Madame Chantreau que vous aviez fait une remarque l'année passée concernant les enfants quand il y avait une fratrie. »

Madame Chantreau : « C'est concernant les membres d'une même fratrie, éviter de mettre premier ou deuxième enfant mais les membres d'une même famille. Et je félicite le fait qu'on n'augmente pas les tarifs cette année. »

Monsieur le Maire : « Et donc, on voit bien dans les tarifs que le tarif est dégressif à partir du 2^{ème} membre de la même famille. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

6. MOTION RELATIVE AUX MESURES D'ÉCONOMIES ANNONCÉES PAR L'ÉTAT SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES FINANCES LOCALES À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION DES PETITES VILLES DE FRANCE

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Denis qui expose à l'assemblée la motion relative aux mesures d'économies annoncées par l'Etat susceptibles d'affecter les finances locales à l'initiative de l'Association des Petites Villes de France.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29

Considérant qu'à la suite de la publication des chiffres du déficit public pour l'année 2023 et de la gravité de la situation des finances et de la dette publique, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et d'imposer aux collectivités de réduire les dépenses de fonctionnement de 0,5 % en volume en dessous du niveau de l'inflation.

Considérant que les efforts demandés aux collectivités représenteraient une ponction de 15 milliards d'euros sur 5 années, alors même que les collectivités territoriales ont de plus en plus de mal à faire fonctionner les services publics locaux et sont appelées à prendre de plus en plus le relais de l'Etat dans le domaine de la santé, de la sécurité et très bientôt de la petite enfance avec la mise en place d'un service public à l'échelle du bloc communal.

Considérant que les collectivités, soumises à « la règle d'or » réalisent 70% de l'investissement public et près de 20 % des dépenses publiques, alors qu'elles représentent moins de 9 % du total de la dette publique, elles ne sont par conséquent nullement responsables de la dégradation des comptes publics.

Considérant que l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales est remise en cause depuis une vingtaine d'années par la suppression de leurs leviers fiscaux et une recentralisation rampante de l'Etat.

Le Conseil municipal rappelle que les collectivités n'ont jamais été à l'origine des diverses mesures de suppression d'impôts locaux de ces 20 dernières années qui ont porté atteinte à l'autonomie fiscale des collectivités tout en coûtant de plus en plus cher à l'Etat.

Le Conseil municipal rappelle que les Maires ont été présents au moment de la crise sanitaire, palliant les carences de l'Etat et qu'ils ont subi récemment la flambée des prix de l'énergie ainsi que diverses mesures normatives prises unilatéralement par l'Etat et qui ont un coût considérable pour les budgets locaux.

Le Conseil municipal rappelle qu'à l'heure où interviennent ces coupes budgétaires, les conseils municipaux sont engagés en deuxième partie de mandat dans la mise en œuvre de leurs programmes municipaux, notamment avec des investissements dans le cadre de la transition écologique.

Le Conseil Municipal demande au gouvernement de ne pas remettre en cause la capacité d'agir des collectivités et de leur permettre de mener à bien les projets issus des engagements pris lors de la campagne municipale.

Le Conseil municipal demande enfin au gouvernement de garantir l'autonomie financière et fiscale des collectivités et d'instaurer transparence, lisibilité et prévisibilité dans les relations financières entre l'Etat et les collectivités, rappelant que l'article 1^{er} de la Constitution stipule que « l'organisation de la République est décentralisée ».

Monsieur Denis : « Vous savez que le budget de l'Etat est le seul à pouvoir être voté en déséquilibre alors que les budgets de toutes les collectivités sont obligatoirement équilibrés. Et pour assurer cet équilibre, vous l'avez vu tout à l'heure dans les résultats, il faut que l'Etat nous donne des dotations. Or, suite aux chiffres du déficit public pour l'année 2023 du budget de l'Etat, qui est d'ailleurs supérieur à ce qui avait été prévu ou annoncé, l'Europe et la Banque Centrale ont un peu tapé sur les doigts des acteurs centraux pour leur dire « il faut ramener ce déficit qui n'est pas loin des 5 % à 3 % sur une certaine durée » et pour ce faire le Gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et la peur de l'Association des Petites Villes de France c'est que ces économies se fassent sur le dos des collectivités. Alors, vu le contexte actuel, je ne sais pas si c'est encore utile de voter cette motion. En résumé, l'Association des Petites Villes de France demande à l'Etat, s'il veut faire des économies sur ces dépenses, que ce ne soit pas au détriment des collectivités locales. »

Monsieur le Maire : « Merci beaucoup Monsieur l'Adjoint, est-ce que vous voulez qu'on lise la motion, non. Je vois que tout le monde est pressé pour rentrer chez soi avant 21 heures et regarder Autriche – France ou aller à la salle multimédia pour le regarder sur le grand écran car je rappelle que la projection du match Autriche-France initialement prévue à la salle Léo Lagrange a été déplacée à la salle Louis Pol puisque nous n'avons pas d'électricité à la salle Léo Lagrange. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes

Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESOLF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

7. DÉGRÈVEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LE NON BÂTI EN FAVEUR DES JEUNES AGRICULTEURS

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Denis qui expose à l'assemblée le dégrèvement de la taxe foncière sur le non bâti en faveur des jeunes agriculteurs

Les jeunes agriculteurs installés ont besoin, lors des premières années, d'être confortés dans leur projet d'installation aussi bien techniquement que financièrement. Les installations d'aujourd'hui représentent de lourds investissements et le dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties est une aide non négligeable pour les jeunes.

Appliquer ce dégrèvement :

- C'est montrer que la collectivité soutient son agriculture locale importante pour le développement rural de la commune. Il est à noter que nombreuses communes ne comptent plus d'agriculteurs dans leur population
- Cela peut inciter des jeunes à s'installer et à participer à la vie communale
- C'est soutenir le monde agricole

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la structure jeunes agriculteurs a informé les services municipaux que le gouvernement a décidé pour les jeunes agriculteurs d'approuver un dégrèvement sur la taxe foncière non bâti suivant l'article du CGI 1647-00 bis.

Cette taxe est prise en charge à 50% par l'Etat pour les jeunes agriculteurs durant les cinq premières années d'installation.

La deuxième partie de cette taxe, les 50% restants, dépend d'une délibération du Conseil Municipal. Ce dégrèvement s'opère sur une période maximale de 5 ans après l'installation.

Ce dégrèvement ne s'applique qu'aux jeunes ayant demandé les aides nationales à l'installation. Il sera applicable pour tous les jeunes agriculteurs propriétaires exploitants ou locataires exploitant de la Commune installés à compter de l'année de la délibération.

Monsieur le Maire, propose, après avis de la commission des finances qui s'est réunie le 05 juin 2024, d'adopter ce dégrèvement de 50% de la part communale sur la taxe foncière sur le non bâti pour les jeunes agriculteurs à compter de 2025 pour une durée de 5 ans.

Monsieur le Maire : « C'est l'association des jeunes agriculteurs qui nous demandent de voter cette délibération et je laisse une fois de plus Monsieur L'Adjoint aux Finances la présenter puisque Monsieur L'Adjoint aux finances est issu du monde agricole et il est le représentant au niveau des instances pour le monde agricole. »

Monsieur Denis : « Merci, Monsieur le Maire, censier et fils de censier mais pas censier. L'Etat a décidé, pour les jeunes agriculteurs qui s'installaient, de leur assurer un dégrèvement de 50 % de leur taxe foncière sur le non bâti sur les terres qu'ils sont obligés d'acheter et donc c'est déjà une exonération de 50 % pour eux et l'association des jeunes agriculteurs demande à chaque commune de bien vouloir prendre une délibération de dégrèvement pour accorder à ces jeunes agriculteurs qui s'installent le dégrèvement pour les 50 autres pour cent ce qui fait qu'ils seraient exonérés totalement. Sachez que l'exonération décidée par l'Etat sera compensée et reversée à la commune. Par contre si on prend la décision de dégrever ces 50 % restants, là ce sera une perte pour la commune. La taxe foncière sur les non bâtis au niveau de la commune et sur l'année représente environ 35 000 euros et le dégrèvement que nous accorderions ne concernerait que les jeunes agriculteurs qui s'installent, il y en a peut-être un tous les 5 ans, ça ne représente donc pas une somme énorme mais sur le principe, ce sera un message fort au niveau de nos jeunes agriculteurs qui souhaitent reprendre les terres et les cultiver pour qu'on puisse être nourris dans les années à venir. Il faut préciser le taux de 50 % mais également la durée de 5 ans dans la délibération. »

Monsieur le Maire : « Merci beaucoup, Jean-Claude, il ne faut pas perdre espoir, des jeunes agriculteurs il va y en avoir car on a des exploitations agricoles sur le territoire, des agriculteurs qui sont partis à la retraite, on peut espérer avoir de jeunes agriculteurs qui vont reprendre ces exploitations, en tout cas ça les aidera. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

8. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE DANS LE CADRE DU PROGRAMME « REDYNAMISATION CENTRE-VILLE/CENTRE-BOURG » - VOLET INVESTISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est lauréate, depuis juin 2023, de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) Redynamisation Centre-Ville /Centre-Bourg de la Région Hauts de France.

Dans ce cadre, une enveloppe financière d'un million d'Euros est mobilisable par la Ville pour la période 2023-2027 :

- en investissement pour les projets d'aménagement en faveur de la redynamisation du centre-ville,
- en fonctionnement notamment pour initier des dynamiques d'animation ou mettre en place des opérations visant la vitalité ou le développement commercial.

Les projets d'aménagement concourant à l'attractivité du centre-ville sont éligibles à ce dispositif. Certains projets sont aujourd'hui suffisamment avancés pour permettre le dépôt d'une demande de financement dans le cadre de l'AMI sur le volet investissement.

Il s'agit notamment :

- De la rénovation sécuritaire et paysagère de la rue Patoux – coût global éligible de l'opération : 305 882,30€ HT
- De la requalification de la friche Boivin en parc urbain paysager – coût global éligible de l'opération : 1 458 393,78 € HT
- De la mise en œuvre de vitrophanie/habillage urbain sur 3 ou 4 cellules commerciales actuellement vacantes situées dans le Périmètre de Sauvegarde du Commerce. Une convention devra être mise en place avec les propriétaires – coût global éligible de l'opération : 3 446,72 € HT

Le coût prévisionnel total du programme 2024 s'élève à **1 767 722 € HT** soit **1 060 414 € HT** déduction faite des subventions perçues et sollicitées de l'Etat.

La Région Hauts de France, dans le cadre de l'AMI Redynamisation Centre-Ville Centre-Bourg peut étudier une prise en charge à hauteur de 50 % des dépenses subventionnables, soit **530 207 €**.

En conséquence, Monsieur le Maire sollicite de l'assemblée :

- Qu'elle l'autorise à effectuer une demande de subvention de **530 207 €** auprès de la Région Hauts-de-France pour la prise en charge partielle du coût de l'action dans le cadre du volet investissement de l'AMI Redynamisation Centre-Ville Centre-Bourg.
- Qu'elle l'autorise à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Monsieur le Maire : « Je vous rappelle que depuis que nous avons été sélectionnés par la Région nous avons une enveloppe d'un million d'Euros, enveloppe qui n'est pas dans nos caisses, mais dans les caisses de la Région et pour pouvoir dépenser cette enveloppe d'un million d'Euros, il faut pouvoir présenter à la Région des projets, des réalisations qui seront financées dans le cadre de cette subvention. Je vous rappelle qu'on avait déjà fait une demande de subvention auprès du Département pour la rue Patoux, entre ce qu'on appelle actuellement la friche de l'Hôtel Boivin mais qui va bientôt devenir le parc du coin de la rue ou le jardin secret, on fait d'ailleurs appel à votre imagination pour trouver un nom, ça peut être aussi le nom d'un ancien Maire ou le nom d'une personne qui a beaucoup œuvré pour la commune, homme ou femme. Toujours est-il que la rue Patoux sera refaite et ce projet a été présenté en commission urbanisme récemment donc à partir de l'ancienne friche Boivin - qui deviendra bientôt un parc urbain - et le salon de coiffure Gaëlle d'un côté et en face jusqu'aux logements d'Habitat du Nord. Je précise que le reste de la chaussée à partir de là jusqu'au rond-point Boivin sera refaite également par le Département. Cette opération, qui est éligible dans le cadre du dispositif de la Région, coûte 305 882,30€ HT pour l'effacement des réseaux, la rénovation des trottoirs et des places de stationnement. Une autre opération est également éligible, il s'agit de la requalification de la friche Boivin en parc urbain pour un coût d'opération 1 458 393,78 € HT. Je rappelle que cette opération concerne l'achat des bâtiments, leur démolition, le désamiantage, la remise à niveau du terrain et l'aménagement en parc avec des jeux pour enfants qui ont d'ailleurs été choisis par les enfants de l'Alapage et par les enfants du conseil municipal des jeunes et des enfants. Enfin, la troisième

opération éligible concerne la mise en œuvre d'une vitrophanie sur 3 ou 4 cellules commerciales actuellement vacantes pour un coût de 3 446,72€ HT. Donc, les vitrophanies permettront à des personnes qui sont porteuses de projet de se diriger vers notre cheffe de projet qui pourra les aider à s'installer dans la commune. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

D. SERVICE ENFANCE JEUNESSE

1. RECRUTEMENT D'ANIMATEURS POUR LES VACANCES D'ÉTÉ ET FIXATION DES INDICES DE RÉMUNÉRATION

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Tanca qui expose à l'assemblée le recrutement d'animateurs pour les vacances d'été et fixation des indices de rémunération

Suivant la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, notamment l'article 3, 2° alinéa et l'article 34 autorisant le recrutement d'agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il y a lieu de procéder aux recrutements d'agents saisonniers dans le cadre du fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement en juillet et août.

Il propose de fixer les indices de rémunération comme suit :

- Animateurs et animatrices des accueils de loisirs : 1^{er} échelon de la grille **Adjoint d'animation (échelle C1)** sur la base forfaitaire de 140 heures.
- Animateurs et animatrices principaux chargés de la coordination et de l'encadrement : 1^{er} échelon de la grille **Adjoint d'animation (échelle C1)** à temps complet.

Madame Tanca : « Les recrutements sont déjà bien engagés, au vu du nombre d'inscrits, on a 26 animateurs recrutés en juillet et 17 animateurs au mois d'août à quoi on ajoute les équipes encadrantes. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

2. TARIFICATION ACCUEIL PÉRISCOLAIRE – CANTINE POUR NON-RESPECT DES DÉLAIS DE PRÉVENANCE

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Tanca qui expose à l'assemblée la tarification de l'accueil périscolaire – cantine pour non-respect des délais de prévenance.

Compte-tenu du non-respect du délai de prévenance fixé dans le règlement intérieur de l'accueil périscolaire et de la pause méridienne (cantine), et pour faire face à ces situations exceptionnelles ou d'urgence, Monsieur le Maire propose, après avis de la commission Enfance, Jeunesse et Enseignement, de fixer un principe de majoration de la participation familiale pour la cantine et le périscolaire comme suit :

Pause méridienne – cantine scolaire :

- Parent qui prévient et s'excuse : pas de prise en compte du quotient familial et application du tarif du repas le plus élevé de 3,33€ pour les Anichois et de 4,95€ pour les extérieurs
- Parent qui ne prévient pas et ne s'excuse pas : proposition d'application d'un tarif de repas à 6€

Accueil périscolaire :

- *Dépassement horaire - parent qui prévient et s'excuse : 2€20 pour 1 heure, 4€40 pour 2 heures et 6,60€ pour la journée, soit 3H.*
- *Dépassement horaire - parent qui ne prévient pas et ne s'excuse pas : 3€ pour 1 heure, 6€ pour 2 heures et 9€ pour la journée, soit 3 heures.*

Monsieur le Maire sollicite de l'assemblée la mise en place de ces modulations de ces participations familiales de l'accueil périscolaire et de la tarification des repas de cantine.

Madame Tanca : « Le service scolaire fait face malheureusement trop souvent à des familles qui, sans explication, nous laissent leur enfant à la cantine, où à la garderie du soir voire même au-delà de la fermeture de la garderie après 18 heures30. Parfois, il s'agit tout simplement d'enfants qui sont déjà connus de nos services, l'avantage c'est que l'on a connaissance d'un éventuel régime alimentaire, d'un Projet d'Accueil Individualisé qui est mis en place - c'est un document qui nous permet de savoir si l'enfant a des problèmes de santé. Mais on a aussi des enfants qui sont inconnus de nos services et lorsqu'à 11h30 les parents ou la personne en charge ne vient pas rechercher l'enfant, le directeur d'école appelle les personnes concernées et si personne ne vient, l'enfant doit être pris en charge. On le prend alors le midi pour qu'il puisse manger à la cantine et si ça se passe à 16h30, nous le gardons à la garderie. A ce jour, dans ces situations, on régularise après coup et on leur applique un tarif qui tient compte du quotient familial. Pour la garderie du soir, il n'y a aucune délibération qui nous autorise à appliquer un tarif donc nos animateurs après 18 h 30, alors qu'ils ont fini leur journée, ont parfois des enfants qui leur restent sur les bras. Quand ils réussissent à joindre un membre de la famille, ils doivent quand même attendre que la personne arrive et si l'animateur à ses propres contraintes, c'est notre coordinateur Jean-Marc qui se dépêche d'arriver à l'école pour prendre le relais. Je vous passe aussi le mal être de l'enfant qui malheureusement attend impatiemment la personne qui vient le rechercher et qui ne voit personne arriver. Ces situations qui sont déplorables nous obligent à réfléchir sur une tarification spécifique voire dissuasive. Au-delà du fait que ces situations engendrent des contraintes pour le fonctionnement de nos services avec la première question « est-ce qu'il n'est rien arrivé aux familles ? » il faut également gérer l'enfant, s'organiser pour faire en sorte qu'il vive tranquillement son heure de cantine ou de garderie, qu'il ne soit pas trop contrarié et donc nos animateurs doivent s'organiser au mieux. Nous avons échangé sur ces situations avec les élus de la commission scolaire et nous avons souligné deux situations : la première quand les parents préviennent et la seconde quand les parents ne préviennent pas et nous mettent devant le fait accompli. L'application de ces tarifs pourrait avoir lieu dès la rentrée de septembre, ce qui nous permettra de communiquer auprès des familles et de mettre à jour le règlement intérieur. Pour vous éclairer, j'ai fait ressortir les chiffres depuis septembre 2023 qui s'arrêtent au 17 juin, on a quand même eu ce phénomène d'avoir un enfant qui nous est resté sur les bras 167 fois. Dans ces 167 situations, 66 ont prévenu, 101 nous ont laissé leur enfant sans prévenir, c'est quand même choquant. »

Monsieur le Maire : « Merci, Madame Tanca pour ces explications. Bien évidemment à chaque fois on cherche à savoir ce qu'il s'est passé, s'il n'y a pas des problématiques sociales derrière pour pouvoir aider les enfants et leurs familles. Par contre, il y a des familles qui n'ont pas de motif et effectivement, elles se disent « ça a marché une fois, je vais le laisser ½ heure en plus, la prochaine fois je vais le laisser une heure en plus et puis, si ça marche c'est gratuit ». Il faut aussi qu'on montre qu'il y a des horaires à respecter, une organisation à respecter et d'ailleurs notre prestataire pour les repas nous fait payer tous les repas qui sont commandés et parfois il y a des enfants qui ne viennent pas et ce sont des repas perdus. »

Madame Moroge : « Je souhaite juste préciser que par rapport à l'assurance, s'il arrive un accident à cet enfant-là qui est à la cantine alors qu'il ne devrait pas y être parce qu'il n'est pas inscrit, les parents pourraient attaquer l'école pour avoir gardé l'enfant à la cantine ou en garderie. Il y a quand même le fait qu'on n'a pas à garder un enfant qui ne fréquente ni la cantine ni l'accueil périscolaire. »

Madame Tanca : « Je suis d'accord avec vous le règlement intérieur dit qu'il faut appeler la police mais je pense qu'en tant qu'ancienne enseignante vous n'avez jamais appelé la police. »

Madame Moroge : « Ça ne m'est effectivement jamais arrivé. »

Madame Tanca : « Vous avez eu cette chance, mais nous ça arrive très régulièrement, vous avez vu le constater par les chiffres que je viens d'annoncer et donc effectivement on va donner à manger à l'enfant. Juridiquement, par rapport aux assurances, on va se renseigner mais aujourd'hui il est déjà accueilli dans nos locaux. »

Madame Moroge : « Nous quand ça nous arrivait, on attendait une ½ h et les parents arrivaient et s'excusaient. Quelquefois, il s'agissait d'un enfant qui mangeait parfois à la cantine et donc il y avait quand même une assurance derrière mais si c'est un enfant qui n'a jamais été inscrit ni en garderie ni en cantine et que vous le gardez on prend un risque. »

Monsieur le Maire : « Merci pour cette intervention, y-a-t-il d'autres observations ? Oui, Madame Moroge »

Madame Moroge : « Juste une anecdote qui date de Madame Descamps, c'était toujours le même enfant qui était abandonné à l'école maternelle Cachin. Un beau jour, comme le commissariat était en face, l'institutrice et la directrice en ont eu assez et ont déposé l'enfant au commissariat et elles ont mis une grande affiche sur la porte avec le prénom de l'enfant « votre enfant vous attend en face au commissariat de police ». Ce n'est plus jamais arrivé, en plus c'était le jour du marché et donc tout le monde l'a su. »

Madame Tanca : « Avec l'agressivité de certains parents, je pense qu'aujourd'hui l'enseignant n'oserait même pas faire ça de peur d'avoir des représailles derrière. Mais, effectivement, normalement, ils signent un règlement intérieur dans lequel tout est bien indiqué. Mais après, humainement, vous comme moi, on ne le ferait pas et je comprends que les enseignants ne le fassent pas et encore faut-il que le poste de police soit ouvert à l'horaire où l'on déposera l'enfant, parce que ça peut être après 19h30. »

Monsieur le Maire : « Je rappelle que notre poste de police est ouvert 24 heures sur 24, Madame Tanca. Mais là n'est pas la question. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaél DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESIOIF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesioif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

E. SERVICE CULTUREL

1. CRÉATION D'UNE COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE DÉDIÉE À LA PROMOTION DU CINÉMA MUNICIPAL – L'IDÉAL CINÉMA JACQUES TATI

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Leriche qui expose à l'assemblée la création d'une commission extra-municipale dédiée à la promotion du cinéma municipal – l'Idéal Cinéma Jacques Tati

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'article L2143-2 du Code général des collectivités territoriales permet la création de commissions extra-municipales composées à la fois d'élus et de personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales. Les commissions extra-communales ont donc vocation à associer les citoyens à la vie de la commune. Elles offrent également l'opportunité de s'informer sur les affaires de la collectivité locale et d'engager un dialogue avec les élus.

Par délibération du 13 juin 2022, le conseil municipal, à l'unanimité, a décidé de la reprise en régie directe de l'exploitation du cinéma Jacques Tati à compter du 1^{er} juillet 2022.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'intérêt de créer une commission extramunicipale dédiée à la promotion du cinéma municipal. Cette commission aura pour mission de proposer et de suivre la mise en œuvre d'actions visant à dynamiser le cinéma municipal, à élargir son audience et à enrichir son offre culturelle.

En effet, le cinéma municipal est un élément clé de l'offre culturelle de la commune et il convient d'impliquer les acteurs locaux qui ont l'expertise et l'engagement permettant de contribuer à la promotion du cinéma.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée de créer une commission extramunicipale pour la promotion du cinéma municipal.

Cette commission sera consultative et aurait pour objectif de soutenir et de promouvoir le cinéma municipal. Elle sera créée pour une durée indéterminée et pourra être dissoute par décision du Conseil Municipal.

Elle sera composée de membres du Conseil Municipal, de représentants des associations culturelles, de professionnels du cinéma, et de citoyens intéressés par la vie culturelle de la commune.

Elle aura pour missions de :

- Proposer un plan d'action pour la promotion du cinéma municipal,
- Organiser des événements et des animations autour du cinéma,
- Travailler à l'amélioration de l'expérience cinématographique des spectateurs,
- Favoriser les partenariats avec les acteurs culturels locaux et régionaux.

Elle se réunira au moins une fois par trimestre.

Monsieur le Maire : « A l'époque où j'étais adjoint à la culture, j'avais déjà essayé de créer cette commission extra-municipale, ça n'avait pas vraiment bien pris et pourtant il y avait des administrés qui étaient passionnés de cinéma et qui étaient prêts à faire partie de ce type de commission. On était encore à l'époque où le cinéma était sous gestion associative et bien qu'avec Madame la Présidente on travaillait correctement, ça n'avait pas fonctionné. Peut-être que la municipalité ou le Président de l'assemblée délibérante de l'ancienne municipalité, pour ne pas dire l'ancien maire, n'avait pas favorisé les choses. En tout cas, on tente à nouveau de lancer cette commission extra-municipale dont l'objectif est de permettre aux anichois et anichoises de faire entendre leur voix sur la programmation des films au cinéma mais également des événements qu'on pourrait y faire et cette commission sera composée et d'élus et d'habitants de la collectivité. On peut même décider des tranches d'âge, on peut imaginer un collège de jeunes, un collège de personnes plus âgées. Toujours est-il que je pense que cette commission sera intéressante et permettra à notre population d'avoir une programmation qui leur plait, je ne dis pas que celle qui est faite actuellement ne leur plait pas, loin de là, mais il y a peut-être des innovations à faire. »

Madame Leriche : « Pour la formalisation de cette commission, on a pensé lancer un appel à candidatures dans le prochain bulletin mensuel. »

Monsieur le Maire : « Merci beaucoup Catherine pour cette présentation de cette commission extra-municipale cinématographique et j'en profite pour vous annoncer que j'ai pris la décision de donner une délégation à Madame Lydie Foucaut qui est une passionnée de culture, de littérature et également de cinéma. Donc, Madame Lydie Foucaut aura la délégation du développement du cinéma, en lien avec le service évidemment, en lien avec toutes les personnes acteurs et actrices qui tournent autour du cinéma, l'AFCA évidemment et cette future commission. »

Madame Leriche : « Je voudrais préciser que l'AFCA a un très beau rôle donc ce sera complémentaire. »

Madame Chantreau : « C'est juste un détail, au niveau de la délibération, on parlait du cinéma municipal Jacques Tati alors que la dénomination exacte est « Idéal Cinéma Jacques Tati », juste pour revenir sur ce nom, ça me fait penser à Monsieur René Gumez, quelques années en arrière, il faisait très attention à ce nom, Idéal Cinéma c'était le nom du cinéma ouvrier à la base. »

Monsieur le Maire : « Effectivement, le cinéma avant de s'appeler Jacques Tati s'appelait Idéal Cinéma, il y avait le Royal Cinéma, il y avait l'Idéal Cinéma. Et à partir de 1995, il a été dénommé par le conseil municipal Jacques Tati ce qui a donné son nom Idéal Cinéma Jacques Tati. Je vous remercie, la commission va donc pouvoir être créée, comme l'a dit Madame l'Adjointe la première opération sera de communiquer dans le bulletin municipal sur la création de cette commission pour pouvoir trouver des personnes intéressées et intéressantes dans cette programmation de notre outil culturel et des personnes pleines d'idées aussi pour proposer des choses auxquelles les élus n'auraient pas pensé. »

Adopté à l'unanimité : POUR (32) : M. Xavier BARTOSZEK – Mme Jessica TANCA – M. Jean-Claude DENIS - Mme Mirtille STIEVENARD – M. Noël POIGNARD – Mme Catherine LERICHE – M. Yves CONDEVAUX – Mme Anne-Marie DERUELLE – M. Jean DEBEVE - Mmes Marie-Thérèse VALIN– Léone TAISNE - MM. Bruno COTTON (proc. à M. le Maire) - Yannick CAMBIER – Mme Cathy LEFEBVRE – M. David PARIS – Mmes Virginie BUYSENS (proc. à Mme Tanca) - Lydie FOUCAUT – MM. Nicolas FACON - Anthony BRASSART (proc. à Mme Charlon) – Gwenaël DHEE - Mme Christelle CHARLON - M. Thibault HOËL – Mme Samia BENSMAINE (proc. à M. Poignard) - MM. Aurélien KASPRAK - Michel MEURDESOF - Mme Martine MOROGE - M. Eric WALRAEVE - Mmes Christelle LUTAS (proc. à M. Walraeve) - Isabelle CHANTREAU – MM. Nazim FLICI (proc. à M. Meurdesoif) - Rémy FLEURY (proc. à Mme Moroge) – Mme Gisèle JACQUEMART.

III - DÉCISIONS PRISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DÉCISIONS DE VIREMENT DE CRÉDITS

8 avril 2024 : Décision de signer la convention transmise par la Fédération des élus citoyens et indépendants pour l'organisation de sessions de formation à destination des élus pour la période du 1^{er} mai 2024 au 30 avril 2025 pour un montant forfaitaire de 6 000 € TTC pour l'ensemble des élus de l'assemblée communale.

9 avril 2024 : *Festivités Kopierre 2024* : Décision de retenir la proposition de « La Protection Civile du Nord » concernant un dispositif prévisionnel de Secours du vendredi 21 juin au dimanche 23 juin. Le coût total de la manifestation est de 1 780 € TTC.

9 avril 2024 : *Festivités Kopierre 2024* : Décision de retenir la proposition de « Divan Production » concernant le groupe « le roi de la jungle » avec 1 char et le groupe « parade Disney » avec 1 char. Le coût total de la manifestation est de 7 700 € TTC.

10 avril 2024 : *Festivités Kopierre 2024* : Décision de retenir la proposition de « La Compagnie du Bonjour » concernant le spectacle « Minus Circus ». Le coût total de la manifestation est de 1 280 € TTC.

10 avril 2024 : Décision d'organiser une journée jazz dans la ville d'Aniche, le samedi 20 avril 2024 à la salle Louis-Pol et de retenir la proposition de « Scott production » concernant le groupe Jean Marie Ecay Trio pour un montant de 1 900 € TTC.

11 avril 2024 : Décision d'encaisser les règlements transmis par notre Compagnie d'Assurances MAIF d'un montant de 547,20€ et 136,80 € suite à la dégradation par choc de véhicule de 2 potelets PMR rue du Général Delestraint.

12 avril 2024 : Décision d'encaisser le règlement transmis par notre Compagnie d'Assurances MAIF d'un montant de 1 130,40€ suite à la dégradation par choc de véhicule d'une barrière + bitume rue Jaurès.

18 avril 2024 : Décision de louer le garage situé 54 rue Gaspard à un administré moyennant un loyer mensuel de 50€ révisable au 1^{er} janvier de chaque année suivant l'indice du coût de la construction connu à cette date. La location du garage prendra effet à compter du 1^{er} mai 2024 à titre précaire et révocable à la première injonction de l'autorité municipale.

18 avril 2024 : Décision de fixer les participations familiales pour les accueils de loisirs pour cet été comme suit :

	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants	6 enfants
Quotient familial inférieur ou égal 369 €	32 €	31 €	29 €	27 €	25 €	23 €
Quotient familial compris entre 370 € et 499€	57 €	56 €	54 €	52 €	49 €	46 €
Quotient familial compris entre 500 € et 700€	73 €	70 €	65 €	61 €	56 €	51 €
Quotient familial supérieur à 700 €	79 €	76 €	74 €	67 €	64 €	57 €
Non contribuables à Aniche (sauf ceux dont le QF est inférieur à 700 €)	235 €					

Coût de l'accueil complémentaire : forfait de 20,00 € par mois

- D'autoriser le remboursement éventuel de la participation des enfants qui n'auraient pas pu fréquenter les accueils de loisirs en totalité ou pour la moitié du mois pour des raisons médicales ou familiales, sur présentation d'un justificatif (certificat médical, bulletin d'hospitalisation, attestation sur l'honneur, justificatif administratif...)
- D'autoriser le paiement de la participation familiale en trois fois.

20 avril 2024 : Décision de confier les commandes de fournitures scolaires 2024 aux fournisseurs ci-après désignés :

- Lot N° 1 – Papeterie PICHON SAS, pour les fournitures scolaires, papeterie et travaux manuels

- Lot N° 2 – Papeterie PICHON SAS, pour le matériel pédagogique

- Lot N° 3 – DECITRE – LE FURET DU NORD, pour les manuels scolaires

24 avril 2024 : Décision d'organiser une exposition à l'Hôtel de Ville du 2 au 13 mai 2024 et de retenir la proposition de l'Office National des Combattants et Victimes de Guerre concernant l'exposition « Jean Moulin, une vie d'engagements ». L'exposition est prêtée à titre gracieux mais les coûts relatifs aux transports aller et retour sont à la charge de la commune.

6 mai 2024 : Décision d'attribuer le marché de travaux de signalisation horizontale sur la commune d'Aniche à la Société MIDITRACAGE. Le montant maxi de l'accord cadre à bons de commande annuel s'élève à 42 000 € TTC. Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois, renouvelable deux fois et prendra effet à la date de notification.

21 mai 2024 : Décision d'autoriser la société Station-e à installer pour une durée de douze ans, deux stations multiservices sur le domaine public moyennant une redevance annuelle variable comportant un montant minimum fixe. Pour chaque station, le montant de la redevance est fixé à deux centimes d'euros par kilowattheure fourni par Station-e. Quel que soit le nombre de kilowattheures fournis, le montant minimal annuel de la redevance s'élèvera à 300 € suivant l'emprise d'occupation du domaine public par la société Station-e soit 50 €/m² x 6 m².

24 mai 2024 : Travaux de réhabilitation/extension Coubertin : Décision de signer avec le titulaire du lot n°1 l'entreprise Baudin Châteauneuf Artois, un avenant n°1 pour un montant total de 30 099,91€ afin de tenir compte des travaux supplémentaires et de la balance financière en date du 20 novembre 2023.

L'incidence financière de l'avenant n°1 sur le montant initial du marché du lot n°1 est reprise dans le tableau ci-dessous :

	TITULAIRE DU LOT	TOTAL HT BASE/VARIANTE	TVA 20 %	TOTAL TTC EN EURO
Lot n°1 : Démolition/Gros-œuvre/carrelage	Baudin Châteauneuf Artois	590 000,00 €	118 000,00 €	708 000,00 €
Avenant n°1	Baudin Châteauneuf Artois	25 083,26 €	5 016,65 €	30 099,91 €
MONTANT TOTAL DU MARCHÉ MODIFIÉ		615 083,26 €	123 016,65 €	738 099,91 €

L'écart introduit par l'avenant 1 est de + 4,25 % - Les autres clauses du marché restent inchangées.

27 mai 2024 : Décision d'organiser une exposition photo du 16 au 30 septembre 2024 à l'Idéal Cinéma Jacques-Tati et de retenir la proposition de M. M. Dessin concernant l'exposition intitulée « Sérénité, esquisse d'un paysage imaginaire », la conférence-débat qui l'accompagnera et la projection de courts-métrages. Le coût total de la manifestation est fixé à 2032,48€ TTC.

29 mai 2024 : Festivités Kopierre 2024 : Décision de retenir la proposition de « Top régie » concernant la troupe les grognards. Le coût total de la manifestation est de 2 480€ TTC.

03 juin 2024 : Festivités Kopierre 2024 : Décision de retenir la proposition de « PMO Organisation » concernant les Gillès. Le coût total de la manifestation est de 2 600 € TTC.

03 juin 2024 : Festivités Kopierre 2024 : Décision de retenir la proposition de « PMO Organisation » concernant les oiseaux du paradis. Le coût total de la manifestation est de 2 980 € TTC.

03 juin 2024 : Festivités Kopierre 2024 : Décision de retenir la proposition de « PMO Organisation » concernant les Diabolos. Le coût total de la manifestation est de 2 480 € TTC.

04 juin 2024 : Festivités Kopierre 2024 : Décision de retenir la proposition de « Sokol ». Le coût total de la manifestation est de 1 300 € TTC.

04 juin 2024 : Décision d'attribuer les marchés publics de travaux pour l'aménagement qualitatif, paysager et sécuritaire de la rue Patoux, 1er tronçon aux entreprises suivantes :

	TITULAIRE DU LOT	TOTAL HT BASE/VARIANTE	TVA 20 %	TOTAL TTC EN EURO
Lot n°1 : Travaux de voirie	Travaux Publics Région NORD (TPRN)	209 000,00	41 800,00	250 800,00
Lot n°2 : Travaux réseaux divers	SME Groupe leclerc	50 479,04	10 095,81	60 574,85
MONTANT TOTAL		259 479,04	51 895,81	311 374,85

06 juin 2024 : Décision d'attribuer le marché de travaux de maintenance et d'entretien des terrains de football du stade des NAVARRES à la société ID VERDE à Bouchain pour un montant maximum de l'accord cadre à bons de commande annuel de 48 000 € TTC. Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois, il prendra effet au 1^{er} juillet 2024 et peut être renouvelé 3 fois par tacite reconduction.

10 juin 2024 : Décision d'attribuer le marché de travaux d'aménagement d'un parc urbain paysager sur l'ex-riche Boivin à l'entreprise Avenir Jardins à ANICHE pour le montant repris dans le tableau ci-après :

	TITULAIRE DU LOT	TOTAL HT BASE/CONDITIONNELLE	TVA 20 %	TOTAL TTC EN EURO
Tranche ferme	Avenir Jardins	322 650,38	64 530,08	387 180,46
Tranche conditionnelle (entretien des espaces verts pendant 1 an)	Avenir Jardins	3 107,40	621,48	3 728,88
MONTANT TOTAL		325 757,78	65 151,56	390 909,34

DÉCISIONS DE VIREMENT DE CREDITS

01/2024 – 10 juin 2024 : il a été procédé au virement de crédit suivant :

- Une somme de 10 500 € au compte 7391112/01 pour les dégrèvements de taxe d'habitation sur les logements vacants en provenance du compte 6248/323 (transport des enfants à la piscine)

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 19H35.